

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 novembre 2021

RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, LA DÉCENTRALISATION, LA DÉCONCENTRATION
ET PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE
LOCALE - (N° 4721)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 1

présenté par

Mme Do

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 22, insérer l'article suivant:**

Le 6° de l'article L. 441-1-6 du code de la construction et de l'habitation est complété par les mots : « afin d'atteindre notamment l'objectif d'attribution à réaliser en application des vingt-troisième à vingt-cinquième alinéas de l'article L. 441-1 ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La loi fixe des objectifs d'attribution visant à mettre en œuvre le droit au logement et à favoriser l'équilibre social et la mixité des villes et des quartiers. A ce titre, un quart des attributions hors quartier politique de la ville (QPV) doit être consacré aux demandeurs les plus modestes, appartenant au 1er quartile de la demande ou relogés dans le cadre d'une opération ANRU ou ORCOD-IN. Ainsi, cette proposition vise à clarifier le fait que cet objectif est partagé par l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de désignation et d'attribution, et soit ainsi plus opérant. Concrètement donc, cet amendement propose que cet objectif d'attribution aux ménages du 1er quartile hors QPV s'applique non seulement aux organismes HLM de consacrer annuellement au moins 25% des attributions annuelles hors QPV mais également aux réservataires chargés de la désignation des candidats.